**Objectif spécifique**

**2.7**

**Axe d’intervention**

**3**

**Objectif stratégique**

**2**

**FEDER**

|  |
| --- |
| Action n°25Reconquête de la biodiversité remarquable et ordinaire |
| **Dernière approbation** | 18/11/2022 | **Correspondance PO 14-20** | Néant |

**QUOI ? Contexte et objectifs**

L’objectif 18 du Schéma régional d’Aménagement et de Développement Durable et d’Egalité des territoires (SRADDET) vise à faire de la région Centre-Val de Loire « la première région à biodiversité positive” d’ici 2030, cela signifie générer plus de biodiversité qu’il n’en est détruit sur le territoire.

Cette mesure sur la reconquête de la biodiversité régionale comporte quatre objectifs :

* Préserver la fonctionnalité écologique du territoire pour **éviter toute fragilisation supplémentaire des couloirs de circulation des espèces** notamment en traitant les “points noirs” à la continuité écologique ;
* **Préserver les habitats naturels menacés** en région ;
* **Restaurer la fonctionnalité écologique des secteurs dégradés**, expérimenter la compensation écologique et réaliser les travaux de génie végétal destinés à l’entretien et à la restauration du réseau écologique régional dans une logique de créations d’emplois pérennes et non délocalisables et de formation des professionnels ;
* **Développer et structurer une connaissance opérationnelle** sur la biodiversité.

Le FEDER sera donc mobilisé notamment pour de l’ingénierie, des travaux et des dépenses permettant la restauration ou l’entretien des milieux pour des secteurs non labellisés et prioritairement situés dans les communes « en sous trames écologiques prioritaires ».

**(*Cf.* carte en annexe)**

Le FEDER permettra en priorité le financement d’opérations à destination des zones humides, des milieux prairiaux, du bocage, des pelouses calcicoles et des landes sur sols acides.

Il s’agira de soutenir la volonté régionale de créer de nouvelles aires naturelles protégées dans le cadre de la stratégie nationale aires protégées 2030 et de la stratégie nationale biodiversité 2030 par la création de réserves naturelles. Le FEDER permettra de financer les études de faisabilité et les investigations préalables aux procédures de classement de sites naturels en aires protégées.

**Les 5 typologies d’opérations pourraient prioritairement viser :**

1. Le traitement des obstacles écologiques recensés dans le livret 5 du SRADDET (SRCE) et par l’Etat dans le cadre de la stratégie nationale biodiversité 2030 ;
2. La conception et l’animation de plans d’actions en faveur des continuités écologiques sur des secteurs de grandes superficies (> 500 hectares) situés entre plusieurs « réservoirs de biodiversité » (exemple : plan bocage…) ;
3. Des travaux de renaturation d’un site naturel en mauvais état de conservation pour regagner des superficies de zones naturelles fonctionnelles du type zones humides, prairies humides, milieu bocager, pelouses calcicoles et landes sur sols acides (= sous trames prioritaires du SRADDET) ;
4. Des opérations d’'animation pour monter un programme collectif de protection « citoyenne » comme par exemple la mise en place des obligations réelles environnementales – (ORE…) ;
5. Des opérations d’amélioration des connaissances sur la biodiversité régionale et répondant aux lacunes de données identifiées par l’Observatoire Régional de la Biodiversité.

**QUOI ? Description des interventions soutenues dans le Programme**

Ces différentes interventions de fonds européens constitueront de véritables leviers pour permettre aux collectivités du territoire régional de s’inscrire dans la trajectoire fixée dans le cadre du SRADDET. Les typologies d’opérations éligibles sont :

* Des études pour l’amélioration des connaissances de la biodiversité à l’échelle régionale pour soutenir l’émergence, le traitement et la valorisation des données ;
* Des travaux de suppression ou d’aménagement d’obstacles aux continuités écologiques ;
* Des travaux de renaturation et de restauration écologique ;
* De l’acquisition foncière d’espaces à forts enjeux pour la biodiversité (enjeu faune/flore/habitats naturels ou espace de connexion écologique entre deux sites à forts enjeux) ;
* De l’ingénierie pour la conception, la réalisation et l’animation des opérations ;

**QUI ? Bénéficiaires potentiels**

- Collectivités locales et leurs groupements (communes, EPCI, Départements…) ;

- Association,

- Etablissements publics.

**OÙ ? Territoires cibles**

Prioritairement les secteurs situés sur des communes couvertes par des « sous-trames écologiques prioritaires » identifiés dans le SRADDET de la Région Centre-Val de Loire.

**(*Cf.* carte en annexe)**

Les études, suivis et opérations d’amélioration des connaissances sur la biodiversité régionale ne sont pas soumis à des critères de localisation géographique pour être éligibles.

**QUELLES CONDITIONS ? Critères de sélection des projets**

L’opération doit répondre à l’un des plans d’actions de la Stratégie régionale pour la biodiversité ou aux plans d’actions pour la biodiversité en région Centre-Val de Loire.

**QUELLES CONDITIONS ? Modalités de dépôt**

Guichet (au fil de l’eau) ou Appel à projets / Appels à manifestation d’intérêt

**QUELLES CONDITIONS ? Conditions favorisantes**

2.7 Cadre d'action prioritaire pour les mesures de conservation nécessaires faisant l'objet d'un cofinancement de la part de l'Union

**QUELLES CONDITIONS ? Principes horizontaux**

Les opérations financées doivent être en cohérence avec les principes horizontaux suivants : égalité des chances, non-discrimination, égalité entre les hommes et les femmes, développement durable, accessibilité aux personnes en situation de handicap et Charte des droits fondamentaux de l’UE.

**QUELLES CONDITIONS ? Respect des règles européennes**

**Régimes d’aides d’état notamment mobilisables :**

* Règlement (UE) n° 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d’aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Régime général d’exemption par catégorie (RGEC)) ;
* Règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l’application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne aux aides de minimis ;
* Règlement UE n° 360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l’application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l’Union européenne aux aides de minimis accordés à des entreprises fournissant des services d’intérêt économique général ;
* Communication de la Commission relative à la notion d’«aide d'État» visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, C/2016/2946, OJ C 262, 19.7.2016, p. 1–50 .

**Eligibilité des dépenses :**

* Règlement (UE, Euratom) n°2018/1046 relatif aux règles financières applicables au budget général de l’Union, dit Omnibus ;
* Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d’éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d’investissement (FEDER, FSE +, FEADER, FEAMP) pour la période 2021-2027 ;

**Commande publique :**

* Code de la Commande Publique ;
* Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics ;
* Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

**MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Dépenses éligibles**

* Dépenses de personnels dédiés à l’opération,
* Dépenses de prestations externes,
* Dépense d’acquisition,
* Dépense d’investissement,
* Coûts indirects (non pris en compte en dépenses directes) mise en œuvre via des options de coûts simplifiés.

Dépenses éligibles par type d’opération :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Amélioration des connaissances | Traitement obstacles écologiques | Plans d’actions « continuités écologiques » | Travaux renaturation | Animation |
| Dépenses de personnel | X |  | X | X | X |
| Dépenses de prestations externes | X | X | X | X |  |
| Dépenses d’’acquisition |  | X |  | X |  |
| Dépenses d’’investissement |  | X |  | X |  |

**MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Options de coûts simplifiés**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | **Mobilisable sur l’action** |
| **Taux forfaitaires :** obligatoire lorsque le coût total du projet est inférieur à 200 000 € | **Signe du pouce levé**  |
|  | **Taux de 40% :** forfaitise les coûts hors frais directs de personnel dans la limite de 40% des coûts directs de personnel | **Signe du pouce levé**  |
|  | **Taux de 15% :** forfaitise les coûts indirects dans la limite de 15% des coûts directs de personnel | **Signe du pouce levé**  |
|  | **Taux de 20% :** forfaitise les coûts de personnel directs dans la limite de 20% des coûts directs hors frais de personnel directs | **Signe du pouce levé**  |
|  | **Taux de 7% :** forfaitise les coûts indirects dans la limite de 7% des coûts directs | **Signe du pouce levé**  |
|  | Taux forfaitaire(s) applicable(s) dans d’autres politiques de l’UE pour des opérations similaires | **Signe du pouce levé**  |
| **Montants forfaitaires** | **Interdit** |
| **Barème standard de coût unitaire** | **Interdit** |

**MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Taux d’aide applicables et seuils d’intervention FEDER**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Taux maximum indicatif FEDER du coût total éligible**(sous réserve de la règlementation en matière d’aide d’Etat) | **60%** | **Régimes d’aides applicables :** * Toute base juridique pertinente
* Régime Général d’Exemption par Catégorie (RGEC) n°651/2014 du 17 juin 2014.
* Règlement (UE) n° 360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides de minimis SIEG (Services d’Intérêt Économique Général).
* Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.
 |
| **Assiette éligible du projet (minimum/maximum)** | Minimum : 25 000 € HT par projet |

**MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Autres cofinanceurs mobilisables (liste non exhaustive)**

* Etat (dont ADEME),
* Conseil Régional Centre-Val de Loire,
* Autres collectivités territoriales.

**PERFORMANCE  Indicateurs de réalisation et de résultat**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Type**  | **Numéro**  | **Intitulé**  | **Valeur 2024**  | **Valeur 2029**  | **Pièces justificatives**  |
| **Réalisation**  | RCO38  | Superficie de sols réhabilités bénéficiant d’un soutien  | 1  | 4  | Rapport technique établi par le chef de projet ou un expert à l'issue du projet.  |
| **Résultat**  | SR05  | Nombre de communes engagées dans une opération de renaturation  |    | 1  | Etude d'impact et rapport d'évaluation  |

**PERFORMANCE  Cibles financières à atteindre sur l’action**

**1 000 000 €**

**PERFORMANCE  Instruments financiers applicables**

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Mobilisable sur l’action** |
| 1 – Subvention non remboursable | **Signe du pouce levé**  |
| 2 – Subvention remboursable | **Interdit** |
| 3 – Soutien par le biais d’instruments financiers : capital risque et de fonds propres ou équivalent | **Interdit** |
| 4 – Soutien par le biais d’instruments financiers : prêt ou équivalent | **Interdit** |
| 5 – Soutien par le biais d’instruments financiers : garantie ou équivalent | **Interdit** |
| 6 – Soutien par le biais d’instruments financiers : bonifications d’intérêt, contributions aux primes de garantie, soutien technique ou équivalent | **Interdit** |

**ADMINISTRATION Partie réservée à l’administration**

**Service instructeur :** service PO FEDER-FSE – Direction Europe et International – Conseil régional Centre-Val de Loire

**Services et organismes consultés pour avis :**

* Direction de l’environnement et de la Transition Energétique (DETE) – Conseil régional Centre-Val de Loire
* ADEME Régional de la biodiversité,
* Service de l’Etat (DREAL, OFB…).

**Organismes à consulter pour information :** Sans objet

**ADMINISTRATION Catégories d’intervention**

|  |  |
| --- | --- |
| **Domaine d’intervention** | 079 Protection de la nature et de la biodiversité, patrimoine naturel et ressources naturelles, infrastructures vertes et bleues  |
| **Forme de financement** | 01 Subvention |
| **Mécanisme d’application territorial et approche territoriale** | 33 Autres approches - Pas de ciblage géographique |
| **Egalité entre les hommes et les femmes** | 03 Neutralité du point de vue de l’égalité entre les hommes et les femmes |

**CONTACT Service(s) en charge de l’instruction des dossiers**

**Contact :** Conseil régional Centre-Val de Loire, Direction Europe et International, Service Programmation des Fonds européens FEDER FSE+

 : ext-europe@centrevaldeloire.fr

**ANNEXE FICHE ACTION N°25 : Carte des communes**

